

Lutte de classe

Après le châtelain, la reine : non, boycott !

Tout le monde parle encore de l'affaire Clearstream. Bientôt on n'entendra plus parler que de la coupe du monde de football ; pourvu que l'équipe de France perde dès le premier match ! Imaginez un instant la situation dans trois semaines : vacances d'été, plus coupe du monde, mais pour Chirac-de Villepin-Sarkozy, c'est le scénario idéal pour pouvoir nous matraquer sans provoquer de mouvement social !

Les uns en profitent pour faire allégeance aux institutions bonapartistes de la Ve République, PS, PCF et Verts en tête, pendant que les autres dénoncent la crise du régime qui atteint les sommets de l'État.

Mais l'affaire Clearstream ne présente pas que des inconvénients pour la bourgeoisie. Au-delà du fait qu'elle permet de faire le ménage dans son propre camp, cette affaire aux relents nauséabonds de fin de régime sur fond de corruption présente des avantages pour l'UMP-UDF, elle permet notamment de détourner et de dégoûter un peu plus les travailleurs et les jeunes de la politique. Le résultat qu'ils peuvent en attendre, c'est que leur candidat minoritaire dans le pays l'emporte finalement sur fond de division et d'abstention massive.

Paradoxalement, l'élection du nazillon Sarkozy présenterait plus d'avantages que d'inconvénients pour nous, dans la mesure où il est littéralement haï par la majorité des jeunes et des travailleurs de ce pays, donc on peut facilement imaginer que la première mesure réactionnaire de grande ampleur qu'il tenterait de faire passer déboucherait sur la grève générale et un soulèvement révolutionnaire balayant les institutions sur son passage...

Ceux qui pensent que se livrer à un pronostic est du domaine de l'illusoire, une perte de temps, n'ont absolument rien compris à la politique, ils sont surtout incapables de prévoir le cours des choses, donc ils sont incapables d'adapter leur tactique en fonction des événements, en résumé, ils restent à la traîne et ne servent pas à grand chose.

Suite aux émeutes des banlieues ouvrières de novembre dernier et du mouvement social contre le CPE, des personnalités (Joeystarr, Jamel Debbouze, etc.) s'étaient immiscées dans le débat politique pour expliquer aux jeunes notamment qu'ils devaient aller voter en 2007. Cette initiative tendait à culpabiliser la jeunesse et à la rendre responsable de la situation économique et sociale, une façon de leur dire : si vous aviez voté en 2002 nous n'en serions pas là. Au-delà de son contenu réactionnaire et des illusions qu'elle véhiculait, cette initiative s'apparentait à de la récupération politique pour le compte du PS.

Quelques mois plus tard, qu'est-ce que propose aux jeunes et aux travailleurs le PS ?

Marie-Ségolène Royal, la candidate potentiellement la mieux placée pour représenter le PS en 2007, présidente de la région Poitou-Charente, a rendu public un certain nombre de propositions.

Mais avant d'y venir, posons-nous une question : qui est Marie-Ségolène Royal ?

Fille de colonel, croyante, admiratrice de Jeanne d'Arc, oui comme Le Pen, et ce n'est pas le seul point commun qu'elle a avec l'extrême droite et les royalistes, puisqu'elle vient de proposer que les jeunes "*primo-délinquant*" soient enfermés et encadrés dans des établissements dirigés par l'armée, de rééduquer leurs parents en les envoyant à l'école tout en leur supprimant les allocations familiales et les aides qu'elles reçoivent parfois de la mairie de leur commune. Des militaires en guise d'éducateurs pour les jeunes, les maires transformés en miliciens, l'humiliation et une amende financière pour les familles de ces jeunes, on ne pourrait rêver pires mesures réactionnaires. Admiratrice zélée de Tony Blair, farouche partisane de l'Union européenne, ministre de la famille dans le gouvernement Jospin en 2001 qui a rétabli le travail de nuit des femmes dans l'industrie, elle a décidément tout pour nous dégoûter !

Voilà qui en dit long sur la personnalité et les intentions politiques qui animent la reine... du PS : réactionnaire ! Gageons et faisons en sorte qu'elle ne devienne jamais reine de France !

Notez bien qu'elle a reçu le soutien de Chérèque et que 81% des sympathisants du FN se déclarent favorables à ses propositions militaristes, tandis que 67% des socialistes et 78% – 79% des électeurs socialistes les approuvent, à croire qu'ils vont finir dans le même parti à force de partager les mêmes idées.

Que dire de ceux qui au PS ne partagent pas ces propositions scélérates ? Tous complices, donc tous coupables !

Selon la même enquête réalisée, les 2 et 3 juin, par Ipsos pour *Le Monde* et La Chaîne parlementaire-Assemblée nationale, "*seuls 34% des Français et 43% des socialistes estiment au contraire qu'elle reste fidèle aux valeurs de gauche*", d'après *Le Monde* du 5 juin. Autant dire dès maintenant que si elle remportait les présidentielles en 2007, les travailleurs qui auraient voté pour elle, ne l'auraient fait que par dépit, pour manifester leur haine farouche du nazillon Sarkozy et non pour apporter leur soutien au programme du PS.

Aussi fort, cette zélée partisane du capitalisme aurait même des liens avec le corporatisme cher à Pétain dont elle reprend une partie du programme sur les syndicats. Dans *Les Echos* du 19 mai 2006, elle a déclaré : "*Il peut y avoir dans la libre concurrence des facteurs de progrès si elle est corrigée énergiquement dans ses effets pervers et pour être au service du progrès*". On croirait entendre de Villepin lorsque qu'il parle de "*moderniser*" la France.

Inutile de lui demander pourquoi le PS au pouvoir pendant de longues années a fait exactement le contraire en privatisant et en favorisant la Bourse et les actionnaires au détriment des intérêts des travailleurs. Pour y parvenir, elle avance la même recette, celle du dialogue sociale qui a permis de tailler à la hache dans les retraites, la Sécurité sociale et de sauver le gouvernement et les institutions en avril 2006. Elle propose donc par l'intermédiaire de la collaboration de classe des syndicats avec le patronat que "*les partenaires sociaux, avec l'aide de l'état, (se porte) garant de l'intérêt général. Cela suppose une plus grande représentativité des organisations syndicales et patronales. Il faudra créer en France un syndicalisme de masse, pourquoi pas par une adhésion obligatoire au syndicat de son choix*", ce qui signerait la mort du syndicalisme indépendant en France.

On aura bien compris que l'existence même des organisations ouvrières représente un obstacle à la mise en oeuvre de toutes les mesures réactionnaires que le patronat voudrait appliquer le plus tôt possible. Les syndicats contribuent à organiser la résistance des travailleurs pour la défense de leurs intérêts économiques contre le patronat, ce qui pour Marie-Ségolène Royal est un crime de lèse-majesté inadmissible envers le capitalisme dont elle se fait le porte-parole.

Après s'être faite le porte-parole de l'extrême droite, voilà qu'elle part en croisade pour le compte du Medef !

Son objectif n'est ni plus ni moins que la destruction des organisations que la classe ouvrière a construites au cours du XIX et XXe siècle en les intégrant dans l'appareil d'État.

Fin janvier déjà, répondant à l'invitation des conseillers politiques des ambassades des pays de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada et de la Russie, devant une vingtaine de diplomates, lors d'un discret déjeuner "Au Bon Accueil", un bistrot parisien situé près de la tour Eiffel, Marie Ségolène Royal s'était présentée comme la candidate d'une "*révolution sans risque*", un des intervenants notant qu'"*elle est la candidate de la réforme rassurante*" pour les capitalistes effrayés à l'idée qu'une révolution sociale pourrait emporter le capitalisme en France, madame Marie-Ségolène Royal constituerait assurément un obstacle, un obstacle provisoire que les masses feront sauter un peu plus tôt un peu plus tard, à l'exemple de ce qui est en train de se passer au Chili, par exemple. (*Le Monde* du 23 février 2006)

Pour ne pas être en reste, elle propose de revenir sur les 35 heures, certainement pas pour remettre en cause la flexibilité accrue du travail que cette loi a entraînée, mais n'en doutons pas pour généraliser l'augmentation des heures de travail sans augmentation de salaire si possible, c'est nous qui l'avancions.

En résumé, adulée par les médias et les chancelleries européennes et nord-américaines, Marie-Ségolène Royal est la candidate représentant les intérêts de l'armée, du patronat, de la hiérarchie catholique.

Le programme de Marie-Ségolène Royal est en tout point sur le fond identique à celui de Sarkozy.

Dans ces conditions, nous disons clairement : pas une voix ne doit aller sur le candidat du PS au premier comme au deuxième tour des présidentielles de 2007, boycott !